

HAÏTI

2 ANS APRES

de l'urgence à la transition...

CONTACTS PRESSE :

A Paris : Judith Sarano

+ 33 1 43 35 82 22

A Port au Prince : Roger Damas

(+509) 36 91 44 37 / info@ht.missions-acf.org

Pour plus d'informations :

www.actioncontrelafaim.org/haiti

Le séisme qui a frappé la région de Port-au-Prince le 12 janvier 2010 a provoqué une grave crise humanitaire dans un pays déjà très vulnérable. ACF est intervenue très rapidement afin de répondre aux besoins urgents des victimes : eau potable, hygiène, abris, soins aux enfants malnutris, soutien psychologique... Deux ans après le séisme, les besoins demeurent immenses.



HAÏTI, LES CHIFFRES 2010 - 2011

220,000
DÉCÈS

300,000 À 400,000
BLESSÉS

1,5 MILLIONS
SANS-ABRIS

550,000
PERSONNES VIVENT
TOUJOURS DANS DES CONDITIONS PRÉCAIRES

500,000
PERSONNES INFECTÉES
PAR LE CHOLÉRA

7,000 DÉCÈS

ACTION CONTRE LA FAIM EN 2011

15
MILLIONS
FONDS DÉPENSÉS



35 EMPLOYÉS
INTERNATIONAUX

478
EMPLOYÉS
HAÏTIENS

900.000 HAÏTIENS SECOURUS

DE L'URGENCE A LA TRANSITION

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



19,475 KITS
DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ
DISTRIBUÉS APRÈS LE SÉISME



25,000 FAMILLES
ONT REÇU DES COUPONS
ALIMENTAIRES



3 MILLIONS D'€
REVERSÉS AUX HAÏTIENS À
TRAVERS DES DONATIONS,
LE CASH FOR WORK ET
DES COUPONS ALIMENTAIRES

EAU + ASSAINISSEMENT + HYGIÈNE



800,000 PERSONNES
ONT BÉNÉFICIÉ DES ACTIVITÉS
D'ACCÈS À L'EAU, À L'HYGIÈNE
ET À UN ASSAINISSEMENT
DÉCENT



1,5 MILLIONS DE LITRES
D'EAU CHLORÉE DÉLIVRÉE
À **400,000** HAÏTIENS
CHAQUE JOUR



**1000 LATRINES ET
608 AIRES DE DOUCHES**
AMÉNAGÉES ET ENTRETENUES
SUR DEUX ANS

NUTRITION + SANTÉ

21 PROGRAMMES
DE TRAITEMENT AMBULATOIRE
DE LA MALNUTRITION SÉVÈRE

500 MOBILISATEURS
FORMÉS AU DÉPISTAGE DE LA
MALNUTRITION

1600 PERSONNES
ONT REÇU UN SOUTIEN
PSYCHOLOGIQUE INDIVIDUALISÉ

CHOLÉRA
700,000 BÉNÉFICIAIRES



ET MAINTENANT ?

ACTION CONTRE LA FAIM SE MOBILISE

Au-delà du séisme, Haïti est un pays structurellement très pauvre et vulnérable aux catastrophes naturelles et sanitaires. ACF reste mobilisée sur tous ces aspects.



Continuer à accompagner le retour des populations déplacées.



Continuer à transmettre et intégrer ces activités au sein des structures haïtiennes.



Améliorer l'accès aux services de base dans les quartiers vulnérables.



Développer des actions visant à réduire l'impact des catastrophes naturelles.

OU EN EST HAÏTI ?

Instabilité politique chronique, catastrophes naturelles à répétition : depuis des décennies, ces facteurs ont contribué à placer Haïti dans une spirale de paupérisation. D'après l'Unicef¹, en 2009, 55% de la population haïtienne vivait déjà en-dessous du seuil de pauvreté.

Le 12 janvier 2010, un séisme de magnitude 7 sur l'échelle de Richter a frappé Haïti. La capitale Port-au-Prince et sa région ont été très fortement touchées, faisant 220 000 victimes et 1,5 millions de personnes déplacées. Les principales agglomérations et la capitale, Port au Prince, ont été détruites à hauteur de 50 à 90%.

L'épidémie de choléra qui sévit depuis octobre 2010 n'a fait qu'aggraver l'état dans lequel se trouve le pays depuis plus de 30 ans.

Deux ans après le séisme, où en est Haïti ?

La tâche est encore immense : 550 000 personnes (selon l'UNICEF en 2011) sont encore dans les camps, plus de la moitié de la population vit avec moins de un dollar par jour, et le transfert des activités au sein des structures haïtiennes a encore de nombreux défis à relever pour être complet.

Dans le contexte d'une année 2011 marquée par quasiment neuf mois de période électorale et donc d'immobilisme aux postes gouvernementaux majeurs, la reconstruction ne va pas encore assez vite. Si les services courant ont continué tant bien que mal, l'absence de stratégies et de décisions politiques fortes est un obstacle à de réels changements structurels.

Le démantèlement de la CIRH (Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti), l'organisme de gestion et de coordination des fonds reçus suite au séisme, n'a fait que renforcer les positions attentistes des bailleurs de fonds – soulignant le manque de visibilité politique du nouveau gouvernement haïtien.

Beaucoup de fonds- essentiellement bilatéraux- ne sont toujours pas débloqués, et les ONG commencent à quitter le pays faute de ressources financières pour continuer leurs programmes. Les donateurs internationaux d'urgence et de développement ne travaillent pas encore suffisamment conjointement pour assurer une transition coordonnée et efficace des projets d'urgence vers ceux de long terme.

« Les autorités haïtiennes doivent s'engager sur la voie de la reconstruction et jouer pleinement leur rôle de service public auprès des Haïtiens »



« Les autorités haïtiennes doivent s'engager au plus vite sur la voie de la reconstruction, affirme Anne-Charlotte Schneider, Chef de mission ACF à Haïti, et jouer pleinement leur rôle de service public auprès des Haïtiens les plus vulnérables avec le soutien technique et financier des bailleurs internationaux ». Face à l'immobilisme grandissant des bailleurs de fonds, ACF appelle la communauté internationale et les donateurs privés à prolonger leurs efforts pour la population haïtienne afin que les efforts faits depuis deux ans puissent porter leurs fruits durablement.

¹ Rapport sur la Situation des Enfants dans le monde 2010, UNICEF 2009.

ACCOMPAGNER LA TRANSITION

Après deux années de mobilisation intense pour répondre aux urgences nées du séisme et du choléra, les équipes d'Action Contre la Faim (ACF) en Haïti ont accompagné les populations haïtiennes vers la transition et continué de transférer les activités d'urgences des sites de déplacés vers les quartiers d'origine.

Tout en gardant une capacité de réponse rapide aux urgences, les équipes d'ACF continuent de soutenir cette transition, à la fois longue et complexe mais qui est fondamentale pour un retour à la vie normale et davantage d'autonomie pour les Haïtiens. Face aux risques de désengagement des bailleurs de fonds, ACF appelle la communauté internationale à redoubler ses efforts lors de cette phase de transition.

Répondre aux enjeux de la transition

Après les ravages du séisme et du choléra, les équipes d'ACF en Haïti ont accompagné les populations vers un retour à la vie normale en :

- développant l'accès aux services de base dans les quartiers d'habitation d'origine des sinistrés,
- soutenant l'économie locale et la diversification alimentaire à travers des projets de maraîchage urbain et de partenariat avec des petits commerçants,
- accompagnant, formant et travaillant en partenariat avec les organisations haïtiennes,



© ACF - Haïti

Garder une réponse d'urgence

Au-delà du séisme, Haïti est un pays structurellement très pauvre et vulnérable aux catastrophes naturelles et sanitaires. De vastes projets de gestion et de prévention des risques sont en cours afin d'améliorer à la fois les systèmes d'alerte précoce, les abris disponibles en cas d'inondations, la réponse aux urgences et des actions visant à réduire l'impact de ces catastrophes. Dans le nord du pays (Artibonite et Nord-Ouest), ACF met en place de larges programmes dans ses domaines d'expertise afin de réduire les vulnérabilités dans ces départements définis comme parmi les plus touchés du pays par l'insécurité alimentaire selon le Comité National de Sécurité alimentaire.

Continuer à soutenir Haïti

ACF continue de travailler au jour le jour aux côtés et avec les Haïtiens, notamment dans le domaine alimentaire, avec par exemple ce programme de maraîchage urbain.

Comment améliorer le régime alimentaire des familles les plus pauvres dans les camps de Port au Prince ?

C'est en cherchant à répondre à cette question, qu'ACF a développé depuis quelques mois un programme inédit de maraîchage urbain à partir de produits de récupération auprès de 200 familles très vulnérables. Le but de ce programme est de répondre à un triple problème : le manque d'espace criant à Port-au-Prince en particulier dans les camps de déplacés ; l'importance de la malnutrition chronique qui toucherait près d'un tiers des enfants de moins de 5 ans en Haïti (or la malnutrition chronique est le plus souvent liée à des carences en nutriments présents dans les fruits et légumes) ; et enfin les faibles moyens financiers des familles les plus vulnérables en Haïti qui se contentent le plus souvent de riz pour leur alimentation.



© ACF - Haïti

Face à cela, ACF intervient auprès de ces familles pour les aider à diversifier leur alimentation en mettant en place de petits périmètres maraîchers adaptés au manque d'espace des sites de déplacés. Concrètement, de petites pépinières sont aménagées dans les camps dans lesquelles des graines de légumes sont plantées : aubergine, oignons, tomates, épinards, poireaux...

Un petit comité est chargé d'entretenir cette pépinière comme le raconte Michel Jean Kleber, un des membres du comité : « Nous sommes 4 personnes du camp en

charge de cette pépinière. Pour cela, nous avons suivi des formations dispensées par ACF : comment faire des plates-bandes, semer, désherber, dégarnir et transplanter les plants. J'ai trouvé ça très intéressant. Nous avons fait pousser les graines jusqu'à obtenir beaucoup de petits plants : ça pousse bien ! »

Une fois les plants sortis de terre, ils ont été distribués aux familles bénéficiaires : chaque famille a reçu plusieurs plants de chaque légume et le matériel nécessaire comme l'explique Félix et sa femme Rachelle qui habitent dans le camp avec leurs deux enfants : « C'est vrai qu'on a peu d'espace : notre petit abri et quelques mètres carrés autour. ACF nous a donné des pneus coupés en deux ainsi que des sacs de jute qui servent de bacs pour les plants, ainsi que de la terre et du terreau. Avec les conseils des agronomes d'ACF, nous avons pu repiquer des plants. Aujourd'hui, nous avons des oignons, des poivrons, des poireaux, des aubergines et des épinards. Certains des légumes sont déjà arrivés à maturité : nous avons pu commencer à les consommer ! Grâce à ce petit potager, ajoute Rachelle, je peux cuisiner des légumes. Et ça fait faire des petites économies : un poireau coûte 5 à 10 gourdes sur le marché : maintenant, c'est autant d'argent que je ne dépense pas. »

« Grâce à ce petit potager, je peux cuisiner des légumes. Et ça fait faire des petites économies ! C'est autant d'argent que je ne dépense pas sur le marché »

Après cette première récolte, ces familles pourront réutiliser les graines et continuer ces petits jardins potagers seuls. « J'ai envie de continuer ce potager en 2012 » poursuit Félix « ça reste très difficile de trouver du travail à Port-au-Prince, même pour moi qui suis maçon, du coup toute économie est bonne à prendre ! »

3 questions à Anne Filorizzo sur les programmes Santé Mentale et Pratique de Soins en Haïti



On sait qu'un enfant risque de grandir moins bien ou de récupérer plus difficilement d'un épisode de malnutrition aiguë si ses parents sont déprimés, en état de choc ou peu disponibles. C'est une des raisons pour lesquelles, notamment dans les situations de catastrophes, les programmes ACF comprennent un volet de « santé mentale ». Par ailleurs, ACF travaille sur la qualité et la nature des soins dispensés aux enfants dans le cadre de ses programmes pratiques de soins. Anne Filorizzo, a coordonné ces programmes

pour ACF en Haïti jusqu'en septembre 2011.

Quelles sont les problématiques rencontrées par les populations haïtiennes en termes de santé mentale ?

L'île d'Haïti et sa population ont été meurtries par les catastrophes naturelles de ces dernières années. Le séisme, le choléra et les ouragans ont engendré des chocs post-traumatiques, des dépressions liées au deuil ou encore aux problèmes socio-économiques causés par la perte du niveau de vie. Le lien parent-enfant a parfois été brisé par la maladie ou la malnutrition. Les populations avaient un besoin criant d'écoute face à ces difficultés, d'être reconnues en tant que victimes et d'être renforcée dans leurs capacités à répondre à leurs propres problématiques. C'est pourquoi ACF a mis en place des programmes de soutien psychosocial d'urgence mais aussi à plus long terme à Port-au-Prince et aux Gonaïves.

Quel a été l'impact des programmes mis en place par ACF ?

Les bénéficiaires des programmes ACF ont avancé dans leur vie, et c'est le plus important. Dans certains cas, le lien avec l'enfant a pu être créé ou renforcé. Les travailleurs sociaux et les psychiatres collaborant avec ACF ont fait un formidable travail de déculpabilisation des populations affectées. Elles peuvent enfin dire qu'elles ne sont pas responsables de la malnutrition de leur enfant ou du fait de vivre sous une tente. Elles ont tout simplement repris espoir et on peut dire qu'ACF a atteint son objectif.

Quel sont les grands défis à venir pour Haïti dans ce domaine ?

Haïti possède une ressource humaine importante en termes de travail social. De nombreux travailleurs sociaux sortent des universités haïtiennes avec toutes les compétences requises mais malheureusement le gouvernement ne peut pas les payer. Dans toute l'île, on ne dénombre que 6 psychiatres. C'est trop peu et il faut absolument soutenir les efforts d'Haïti afin qu'elle trouve ses propres ressources.

Intervenir contre le Choléra : entre urgence et développement

Haïti n'avait pas connu de choléra depuis plus d'un siècle. Aujourd'hui, 1 an après l'émergence de la maladie, ce sont 500 000 personnes qui ont été contaminées et près de 7000 qui en sont décédées. ACF s'est mobilisée immédiatement afin de prévenir l'expansion et la virulence de la maladie. Nos équipes ont informé la population sur les vecteurs de transmission et les moyens de s'en protéger et diffuser le plus largement possible l'utilisation de chlore, capable de tuer le vibrion.

Depuis l'arrivée de la saison sèche en novembre-décembre, l'épidémie qui se propage notamment à travers l'eau, connaît enfin une accalmie. L'occasion pour les équipes d'ACF, en lien avec les autorités haïtiennes, de travailler davantage sur le long terme : améliorer l'accès à l'assainissement afin que les matières contaminées ne puissent pas entrer en contact avec l'eau ou la population.

Solutions pérennes.

Priorité est donc donnée aux 20 structures de santé des zones rurales dans lesquelles ACF intervient afin de les doter d'un réel accès à l'eau potable et à l'assainissement. « *Notre dispensaire couvre une population de 20 000 personnes aux alentours, raconte madame Blanc, infirmière dans le dispensaire de Moulins. Avant l'intervention d'ACF, nous n'avions pas d'accès à l'eau dans le dispensaire, continue-t-elle. Tous les jours nous devons descendre à la rivière chercher en moyenne 25 seaux de 20 litres d'eau, soit environ 500kg à porter !!* »

En concertation avec l'infirmière et la direction sanitaire, les équipes d'ACF ont mis en place un système de récupération des eaux de pluie : « *Il fallait mettre en place des systèmes non coûteux car les dispensaires disposent de très peu de moyens en Haïti, affirme Franksen Joseph, ingénieur Haïtien responsable du programme de construction et de réhabilitation pour ACF. A partir du toit en tôle du dispensaire, nous avons donc mis en place des gouttières qui récupère l'eau de pluie vers un grand réservoir de 18 m³ d'eau que nous avons construit pour stocker l'eau ainsi collectée, continue-t-il. Une aire de lavage, des latrines, des lavabos ont également été construits. »*

ACF reproduit ce type d'infrastructures dans des écoles et des abris anticycloniques. Mais la tâche est encore immense : aujourd'hui ce sont les lieux prioritaires qui sont équipés mais demain, il faudrait que chaque famille dispose d'un accès à l'eau potable et à l'assainissement, seul moyen durable pour venir à bout de cette épidémie ravageuse.

Chlorer chaque point d'eau pour endiguer le choléra



© ACF - Haïti

Seul le chlore peut supprimer la présence du vibron dans l'eau. Sur les points d'eau existants mais qui n'étaient pas chlorés, ACF a mis en place des « comités de chloration au point d'eau » composés des membres de la communauté touchée par le choléra. Rachelle Dieudonné, qui habite le village de Rivière Manselle, est membre d'un de ces comités : «ACF m'a appris à verser un peu de solution chorée dans le jerrican pour le désinfecter, puis dans l'eau pour la traiter. Je sais faire les dosages de chlore pour qu'il soit actif dans l'eau mais sans trop de mauvais goût, raconte Rachelle. Puis, ils m'ont donné le matériel : les

«ACF m'a appris à verser un peu de solution chlorée dans le jerrican pour le désinfecter, puis dans l'eau pour la traiter. »

réipients, seringues, stock de chlore...A chaque fois que quelqu'un vient puiser de l'eau, il m'appelle. Je suis juste à côté, donc ce n'est pas un problème. Je viens et je verse un peu de solution chorée dans son jerrican pour d'abord le désinfecter, puis on le remplit d'eau et je mets un peu de chlore pour traiter l'eau elle-même.» Ces petits comités servent également de référence pour les bonnes pratiques d'hygiène et les questions que soulèvent le choléra. Plus de 250 comités de chloration au point d'eau ont ainsi été mis en place par ACF dans les zones rurales d'Haïti.

Monsieur Lucien ou l'histoire des catastrophes en Haïti

Monsieur Lucien, 65 ans, est agriculteur dans un petit village du département de l'Artibonite au Nord d'Haïti. De sa longue vie, il a traversé toutes les catastrophes naturelles et sanitaires qui touchent Haïti : « *le dernier cyclone que j'ai vraiment connu c'est celui de 2008 qui a ravagé toutes mes cultures. Mais celui qui m'a le plus marqué c'est sans doute celui de 2004 où ma maison a été complètement inondée et mes cultures là aussi détruites. Après le séisme du 12 janvier 2010, j'ai accueilli mes enfants qui étaient partis étudier à Port au*



© ACF - Haïti

« Mes amis, s'il y a des moyens de se protéger de toutes ces catastrophes ou bien qu'elles nous touchent moins, j'aimerais bien en savoir plus »

Prince. Grâce à dieu, il n'y a pas eu de cas de choléra dans ma famille mais mes voisins ont eu deux de leurs enfants qui l'ont attrapé. Alors mes amis, s'il y a des moyens de se protéger de toutes ces catastrophes ou bien qu'elles nous touchent moins, j'aimerais bien en savoir plus.» Les paroles de Lucien en disent long de l'importance de la gestion et de la prévention des risques si nombreux en Haïti. Face à leur récurrence et pour tenter de faire en sorte qu'il y ait moins de victimes et de pertes matérielles, ACF a lancé un vaste programme en ce sens dans l'Artibonite : amélioration des systèmes d'alerte, soutien à la protection civile locale, réhabilitation des abris anticycloniques, formation sur les

conduites à tenir etc. Autant d'éléments qui pourront peut-être aider Lucien à continuer à cultiver plus sereinement ses champs.